



**CDEN du 18 avril 2014**  
**Déclaration liminaire**  
**des représentants des personnels de la FSU**



La FSU n'accepte pas le marché du Pacte de responsabilité qui consiste à prendre sur les investissements publics pour financer d'hypothétiques emplois dans le privé. L'emploi qualifié et revalorisé est une urgence aussi dans le public. L'Education, la formation et la recherche jouent un rôle déterminant dans notre société. L'élévation du niveau de qualification, la réussite de tous les jeunes nécessitent des personnels en nombre, formés et reconnus. Il en va aussi de l'attractivité de ces secteurs.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital.

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens et les réponses du politique. Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salariés.

C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence.

La FSU affirme qu'il existe des alternatives. L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut. Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale. Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre sécurité sociale. Le premier ministre confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires sur la législature. Cela ferait donc sept années de gel ! A minima de 15 à 20% de perte de pouvoir d'achat. Ce gel annonce également celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le « dévouement et sens du service public » des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires ! Les agents de la Fonction publique attendent des actes forts.

Pour une cinquième année consécutive, le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés. M. Gattaz dans la droite ligne des tenants antisociaux, réclame un sous Smic. Pour l'Etat, c'est déjà fait dans le cadre des contrats des collègues ayant en charge les élèves en situation de handicap ou de l'aide administrative qui sont rémunérés de 700 à 900 euros ! Indigne pour la cinquième puissance économique mondiale.

Cette politique est économiquement inefficace ! Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis.

C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires. Elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces créations.

Mais le redéploiement fragilise d'autres secteurs. C'est pourquoi la FSU rappelle l'urgence qu'il y a à créer les emplois nécessaires à leurs missions.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent. D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariat Public/Privé.

L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

**Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée d'action unitaire pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.**